

Histoire urbaine et histoire de l'urbanisation au Québec **Brève revue des travaux réalisés au cours de la décennie**

Annick Germain

Number 3-78, February 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1019403ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1019403ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Germain, A. (1979). Histoire urbaine et histoire de l'urbanisation au Québec : brève revue des travaux réalisés au cours de la décennie. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, (3-78), 3–22. <https://doi.org/10.7202/1019403ar>

HISTOIRE URBAINE ET HISTOIRE DE L'URBANISATION AU QUEBEC:
BREVE REVUE DES TRAVAUX REALISES AU COURS DE LA DECENNIE

Annick Germain

L'histoire urbaine comme branche de la science historique ou comme champ d'investigation exploré par plusieurs sciences sociales est une aventure récente au Québec. Le premier bilan effectué ici même par P.-A. Linteau en 1972,¹ ne faisait mention que d'un très petit nombre de publications. La plupart de ces travaux relevaient encore de ce qu'on a appelé "l'histoire dans la ville," c'est-à-dire de perspectives saisissant la ville comme un lieu où se déroule l'histoire. Aujourd'hui, on aura plutôt tendance à réserver le terme d'"histoire urbaine" aux études qui éclairent les processus et agents historiques de la production de l'espace urbain. Ces études sont encore peu nombreuses et ne sont pas toutes menées par des historiens.

Il n'est cependant ni prématuré ni inutile de faire une recension des travaux réalisés au Québec depuis le début des années 70, dans une perspective historique sur les villes et l'urbanisation québécoises, dans la mesure où cela permet de jeter un éclairage intéressant sur les conditions et les enjeux du développement de l'histoire urbaine. Ces conditions et enjeux relèvent autant du champ scientifique que du champ social, faut-il le dire. Il ne sera malheureusement pas possible de traiter du second aspect dans le cadre limité de cet article. Mais la question ne sera pas tout à fait évacuée puisque, dans cette recension, on s'attachera moins à rendre le bilan exhaustif qu'à dégager la diversité des tendances à l'oeuvre et à les appréhender comme autant de témoignages de transformations sociales et cognitives dans les rapports à l'histoire et à l'urbain. On se propose donc de repérer, à travers la succession des recherches publiées ou en cours, une série de ruptures opérées progressivement par rapport à l'historiographie

¹P.-A. Linteau, "L'histoire urbaine au Québec: bilan et tendances," Revue d'Histoire Urbaine/Urban History Review, No. 1-72 (février 1972), pp. 7-10.

traditionnelle, et les problématiques que ces ruptures laissent entrevoir. Enfin, il est clair que cette revue ne prétend pas résoudre les problèmes de définition de ce que l'on entend par "histoire urbaine" mais peut-être contribuera-t-elle à alimenter le débat.

* * *

L'héritage que nous a laissé l'historiographie traditionnelle sur les villes québécoises comprend, grosso modo, une généreuse et pittoresque littérature monographique consacrée aux paroisses et aux petites villes,² et sur Montréal, quelques "biographies urbaines" écrites pour la plupart, par des anglophones.³ Dans un cas comme dans l'autre, la démarche s'apparente à un type d'histoire politique événementielle, voire anecdotique. On reconnaîtra cependant les mérites de l'ouvrage de J. I. Cooper qui se rapproche du programme de l'histoire urbaine dans la mesure où il met déjà en scène quelques agents de l'urbanisation montréalaise.⁴

Un certain nombre de ruptures vont être effectuées par rapport à cette tradition. Et tout d'abord par l'histoire sociale qui va détrôner les élites de tout acabit pour nous faire découvrir les majorités oubliées⁵ et rectifier ainsi une image de Montréal un peu trop vite confondue avec celle de sa classe dirigeante. Les livres de

²On en trouvera un bon échantillon dans la bibliographie du numéro spécial de Recherches Sociographiques: "L'urbanisation de la société canadienne-française," Vol. IX, Nos. 1-2 (janvier-août 1968), 209 p. Voir aussi: A. Beaulieu et W.F.E. Morley, La province de Québec: Histoires locales et régionales canadiennes des origines à 1950 (Toronto: University of Toronto Press, 1971), 408 p.

³L'exception la plus notoire est sans doute la volumineuse histoire de R. Rumilly, Histoire de Montreal (Montréal: Fides, 1970), 4 volumes.

⁴J. I. Cooper, Montréal: A Brief History (Montreal: McGill-Queen's University Press, 1969).

⁵Pour reprendre le titre de l'étude de D. S. Cross, "La majorité oubliée: le rôle des femmes à Montréal au XIXe siècle," in M. Lavigne et Y. Pinard, Les femmes dans la société québécoise (Montréal: Boréal Express, 1977), pp. 33-59. Cet article avait d'abord été publié en langue anglaise dans la revue Histoire sociale/Social History, VI, 12 (novembre 1973), pp. 202-223.

J. De Bonville⁶, de T. Copp⁷ et quelques thèses de maîtrise⁸ nous offrent un portrait détaillé des conditions de vie des travailleurs montréalais de la fin du XIXe jusqu'à la crise de 1929.⁹ Les descriptions minutieuses poursuivent, au fond, un style d'étude de cas inauguré en 1897 par l'ouvrage célèbre de H. B. Ames, The City Below the Hill, que l'on vient d'ailleurs de rééditer.¹⁰ Les travailleurs montréalais n'y sont pas encore appréhendés comme des acteurs,¹¹ mais comme une couche sociale défavorisée dont on "recense" la santé, l'habitat, les revenus, le métier et la scolarisation. Si ces portraits de la misère ouvrière nous permettent de dépasser une fois pour toutes la nostalgie facile d'un Montréal qui n'appartenait guère qu'à quelques privilégiés,¹² ils ne nous livrent cependant pas les clefs du décalage entre les conditions de vie "au pied et au sommet de la montagne."

⁶J. De Bonville, Jean-Baptiste Gagnepetit: les travailleurs montréalais à la fin du XIXe (Montréal: éditions de l'Aurore, 1975), 253 p.

⁷T. Copp, The Anatomy of Poverty - The Conditions of the Working Class in Montreal, 1897-1929 (Toronto: McClelland and Stewart, 1974), 192 p.

⁸J. Bernier, "La condition ouvrière à Montréal à la fin du XIXe, 1874-1896," Thèse de maîtrise, Histoire, Université Laval, 1971; C. Soucy-Roy, "Le quartier Ste-Marie 1850-1900," Thèse de maîtrise, Histoire, Université du Québec à Montréal, 1977.

On mentionnera également dans une autre perspective: J. Burgess, "L'industrie de la chaussure à Montréal, 1840 à 1870 - De l'artisanat à la fabrique," Thèse de maîtrise, Histoire, Université du Québec à Montréal, 1977; M. Lavigne et J. Stoddart, "Ouvrières et travailleuses montréalaises 1900-1940," in M. Lavigne et Y. Pinard, Les femmes dans la société québécoise, pp. 125-143.

⁹Les éditions Albert St-Martin viennent de publier une thèse sur la crise de 1929 à Montréal: C. Larivière, Crise économique et contrôle social: le cas de Montréal 1929-1937 (Montréal: éditions coopératives Albert St-Martin, 1977), 265 p.

¹⁰H. B. Ames, The City Below the Hill (Toronto: University of Toronto Press, 1972), 116 p.

¹¹Cette perspective a surtout été développée dans les nombreux travaux sur le mouvement ouvrier québécois.

¹²Et que reflètent particulièrement bien les photos du livre de Luc d'Iberville-Moreau, Montréal perdu (Montréal: éditions Quinze, 1977), 184 p.

Tout le domaine de l'histoire de la politique municipale semble également se renouveler: quelques jeunes historiens ont tenté de dégager le contenu de classe des mouvements de réforme du début du siècle, en situant les variables explicatives à l'extérieur de la scène politique municipale proprement dite. Le meilleur exemple de cette perspective se trouve dans la thèse de Y. Pinard sur le mouvement féministe montréalais dont elle souligne, par ailleurs, les liens avec les mouvements de réforme urbaine.¹³ Dans la démonstration de Y. Pinard, ce sont bien les appartenances de classe qui déterminent les contours des idéologies féministes. La problématique qui sous-tend l'étude de D. J. Russel sur H. B. Ames est plus ambiguë, mais on y relève quand même le souci de rapporter le sens du réformisme de H. B. Ames à son origine sociale et de faire ressortir le caractère conservateur de son projet.¹⁴ Les thèses de M. Gauvin¹⁵ et de R. M. Migner,¹⁶ par contre, sont plus proches des analyses classiques américaines sur la rivalité entre bossisme et réformisme. Le premier brosse un tableau général des mouvements de réforme urbaine montréalais en privilégiant l'expression politique de ces mouvements sur la scène municipale. Le second s'attache à démontrer les mécanismes et les ressorts des machines politiques des maires M. Martin et C. Houde. Mais ni l'un ni l'autre ne nous fournissent une explication structurelle de ces phénomènes socio-politiques.

* * *

Deuxième point de rupture: ce ne sont plus seulement les sujets d'études (voire la conception que l'on a de la nature des héros de

¹³Y. Pinard, "Le féminisme à Montréal au commencement du XXe siècle 1893-1920," Thèse de maîtrise, histoire, Université du Québec à Montréal, 1976.

¹⁴D. J. Russel, "H. B. Ames as Municipal Reformer," M.A. Thesis, McGill University, 1971.

¹⁵M. Gauvin, "The Municipal Reform Movement in Montreal 1896-1914," M.A. Thesis, University of Ottawa, 1972.

¹⁶R. M. Migner, "Le Bossisme politique à Montréal: Camilien Houde remplace Médéric Martin 1923-1929," Revue d'histoire urbaine/Urban History Review, No. 1-74 (juin 1974), pp. 2-8.

l'histoire!) qui changent, mais les pratiques de recherche elles-mêmes. En effet, l'intérêt porté à la condition des couches sociales dominées coïncide avec le développement de recherches collectives et de formules variées de regroupement de chercheurs.¹⁷ Dans le domaine qui nous concerne, les meilleurs exemples sont le Groupe de Recherche sur la Société Montréalaise au XIXe siècle et le Groupe de Recherche sur la Propriété Foncière au Saguenay. Ces groupes souvent multidisciplinaires, travaillent sur des projets de longue haleine qui impliquent l'exploration des sources nouvelles de données, l'accumulation patiente d'une information considérable et, souvent, l'utilisation de méthodes quantitatives et de l'informatique pour traiter ces données. En outre, ils se sont dotés de politiques de diffusion de leurs travaux et surtout d'accessibilité constante à leurs données, qui stimulent les échanges et rompent avec les traditions de concurrence (et donc de secret) responsables du cloisonnement des chercheurs. Mais c'est également un nouveau type de rapport à l'histoire qui semble prendre forme: un intérêt de connaissance relevant d'un projet de réappropriation du passé dans une visée émancipatrice. Le projet déborde, bien sûr, le cadre de l'institution universitaire: aussi, notre recension devrait-elle, idéalement, présenter les livres, brochures, vidéos et diaporamas confectionnés par de nombreux comités de citoyens sur l'histoire de leur quartier.¹⁸ Dans le même ordre d'idée, on rappellera l'expérience de Corridart, cette exposition - promenade organisée par M. Charney tout au long de la rue Sherbrooke, en direction du Site Olympique en juillet 1976.¹⁹ L'objectif

¹⁷ Tel le Regroupement de chercheurs en histoire des travailleurs québécois (R.C.H.T.Q.).

¹⁸ Il existe en effet un nombre considérable de petites monographies réalisées par des comités de quartier et différentes associations communautaires. A titre d'exemple, on citera l'Histoire du quartier de la Pointe St-Charles en 4 cahiers, et dans la collection "Les gens du Québec": Saint-Henri (no 1), édit. québécoises (1972), 93 p.; Petite-Bourgogne (No 2), édit. québécoises (1973), 76 p.

¹⁹ D. McConathy, "Corridart: Instant Archeology in Montreal," Arts Canada (July/August, 1976), pp. 36-53.

des artistes de Corridart était de ranimer une certaine mémoire de la rue et de réveiller la créativité accumulée par l'Histoire au fil des ans dans la ville. Cette exposition fut démolie, une semaine après son ouverture, par le service de la Voirie de la Ville de Montréal (geste significatif s'il en fut).

Il ne faut pas négliger l'importance de l'engouement que suscite l'histoire urbaine dans différents milieux, ni la variété des usages que l'on peut en faire.²⁰ Si l'on est en droit de se réjouir de l'essor que prend ce domaine de connaissance, on ne peut pour autant faire l'économie d'une réflexion sur les intérêts qui le sollicitent. Sans entrer véritablement dans de telles considérations, on ébauchera quelques questions allant dans ce sens dans les paragraphes suivants, toujours dans le but de dégager la diversité des orientations données à l'histoire urbaine.

* * *

Un autre élément nouveau marquant le développement de l'histoire urbaine réside dans l'intérêt particulier que manifestent les professions de l'aménagement (urbanisme, architecture, architecture du passage, etc.) tant pour l'historicité des formes urbaines que pour l'histoire de leurs propres pratiques. On se souviendra peut-être de la participation de nombreux professionnels au récent colloque de Guelph sur le passé urbain canadien.²¹ Au Québec, cette tendance s'est d'abord exprimée du côté de l'architecture; le livre de J.-C. Marsan en constitue une bonne illustration.²² En effet, on nous y présente une histoire de

²⁰ Le numéro consacré par les cahiers du Forum-Histoire à cette histoire urbaine "critique" mais aussi aux abus et subversions de la fonction sociale de l'histoire présente un certain intérêt au-delà des polémiques faciles et un tantinet démagogiques dont il est truffé. Forum-Histoire: Villes nouvelles - Vieilles histoires, Paris, No 7 (octobre 1977).

²¹ Gilbert A. Stelter and Alan F.J. Artibise, "Urban History Comes of Age: A Review of Current Research," City Magazine, Vol 3, No 1 (Sept-Oct. 1977), pp. 22-36.

²² J.-C. Marsan, Montréal en évolution: Historique du développement de l'architecture et de l'environnement montréalais (Montréal: Fides, 1974), 423 p.

l'architecture montréalaise indissociable de celle de son "environnement" et des forces qui l'ont modelé. Cet ouvrage constitue d'ailleurs une des premières synthèses historiques de la métropole montréalaise englobant l'évolution du cadre bâti, du moins pour toutes les périodes précédant la deuxième moitié du XIXe siècle.²³ Il est intéressant de remarquer que la publication de cette étude coïncide avec l'essor d'un mouvement "conservationniste" montréalais institutionnalisé dans des groupes tels que Espaces Verts et Sauvons Montréal. Le groupe Espaces Verts est lancé suite aux pressions exercées par des citoyens pour obtenir la conservation du terrain du Collège de Montréal, puis encadre la bataille menée contre la construction du Village Olympique sur le Parc Viau. Ce regroupement s'inscrit dans une conjoncture marquée par une série d'opérations massives de rénovation urbaine et de démolitions dans les quartiers populaires, qui suscitent de nombreux mécontentements au sein des regroupements de citoyens dépossédés de leur milieu de vie. La nature des revendications formulées par ces groupes est évidemment bien différente des préoccupations qui animent Espaces Verts, puis Sauvons Montréal qui conteste la démolition de la Maison Van Horne. Mais suite aux critiques portées contre l'élitisme d'un projet qui ne se soucie que des monuments de l'histoire de la haute bourgeoisie montréalaise, certains "conservationnistes" en viendront à proposer d'appliquer la Loi des Biens Culturels à tous les quartiers périphériques au centre-ville. On retrouvera le même élargissement de perspective dans les travaux de l'architecte Phyllis Lambert à la tête du Research Group on Montreal Grey Stone Buildings.²⁴

²³A notre avis, le traitement des périodes ultérieures n'est pas à la mesure de leur complexité. Mais depuis la parution de son livre, l'auteur a entrepris d'approfondir la question: J.-C. Marsan, "Architecture in Québec," Canadian Collector, Vol 13, No 1 (jan/feb. 1978); "L'apport de l'école des Beaux Arts de Paris à l'architecture du Québec," Habitat, Vol 20, No 1 (1977), pp. 12-15.

²⁴P. Lambert and R. Lemire, "Building in Montreal: A Break with Tradition," Canadian Collector, Vol 13, No 1, pp. 75-78; P. Lambert, "The Architectural Heritage of Montreal: A Sense of Community," Arts Canada, Nos 202-203 (winter 1975-76), pp. 22-27.

Mais le souci de l'inventaire relève encore d'une démarche plutôt architecturale. P. Jacobs, de son côté, vient de poser les premiers jalons d'une histoire plus directement professionnelle en retraçant l'oeuvre d'un des premiers architectes du paysage qu'ait adopté Montréal: Frederick Todd.²⁵ Il s'agit surtout, dans ce cas, de redonner à une profession relativement méconnue la conscience de sa tradition.

Du côté de l'urbanisme, on ne dispose pas encore au Québec de travaux équivalents à ceux que K. Gerecke²⁶ et de W. Van Nus²⁷ ont consacré à la genèse de l'urbanisme au Canada. Il convient toutefois de mentionner la petite étude pionnière de P. Hamel et P. Rouleau sur les principaux traits de l'évolution des pratiques urbanistiques québécoises.²⁸ Par ailleurs, on trouvera des éléments pertinents dans l'étude de P.-A. Linteau sur les stratégies de développement de Maisonneuve au début du siècle car il s'agit bel et bien d'urbanisme avant la lettre.²⁹

Enfin, il faut signaler les projets de recherches en cours au Centre de Recherche en Droit Public et au Centre de Recherches et d'Innovation Urbaines, même si ces projets sont trop récents pour avoir donné lieu à des publications. Le premier interroge les relations entre le droit et la société urbaine sous quatre angles de recherche différents; l'un d'entre eux vise à mettre en rapport les points d'inflexion de l'évolution historique du droit avec les transformations successives de

²⁵P. Jacobs, "Le rôle historique de F. Todd," Architecture de paysage, Vol 1, No 4 (janvier 1978), pp. 1-3.

²⁶K. Gerecke, "The History of Canadian City Planning," City Magazine, Vol 2, No 3-4, Summer 1976, pp. 12-23.

²⁷W. Van Nus, "The Plan Makers and the City: Architects, Engineers, Surveyors and Urban Planning in Canada 1890-1939," Ph.D. Thesis, University of Toronto, 1975; et "The Fate of City Beautiful Thought in Canada," in Gilbert A. Stelter and Alan F. J. Artibise, eds., The Canadian City: Essays in Urban History (Toronto: McClelland and Stewart, 1977), pp. 162-185.

²⁸P. Hamel et P. Rouleau, Orientations et tendances de la pratique urbanistique au Québec (C.R.I.U.: Université de Montréal, 1972).

²⁹P.-A. Linteau, "Town Planning in Maisonneuve," Canadian Collector, Vol 13, No 1, 1978, pp. 82-85.

la société québécoise au cours de son processus d'urbanisation. Ceci, afin de conceptualiser les effets sociaux du droit urbain. Le projet du Centre de Recherches et d'Innovation Urbaines consiste à analyser les articulations multiples qui ont historiquement relié le développement économique, les formes de "territorialisation"³⁰ et les politiques d'aménagement au Québec. Dans les deux cas, la démarche historique n'est qu'instrumentale puisqu'elle sert en quelque sorte d'assise à un travail théorique plus général. Mais dans ce genre d'entreprise, on court toujours le risque de substituer l'histoire à la théorie.

Au-delà des préoccupations communes qui animent les milieux de l'aménagement, il faudrait distinguer les différents enjeux qui sous-tendent ces recours à une perspective historique. Par exemple, on pourrait se demander, avec L. Scheer,³¹ si l'histoire des pratiques d'aménagement correspond à une généalogie faisant fonction "d'épilogue," ou à une remise en perspective ancrée dans une critique.³² En d'autres termes, on aurait affaire tantôt à un testament, tantôt à un acte de

³⁰La notion de territoire et les néologismes qui en découlent (territorialiser, territorialisation) a été utilisée, entre autres, par F. Fourquet et L. Murard dans Les équipements du pouvoir, Recherches No 13, Paris, édit. 10/18 (1973), chapitres II et III. Après avoir dénoncé cette "notion-écran" qu'est la ville, les raccourcis auxquels conduisent son usage métaphorique et les impasses théoriques du "couple ville-campagne," ces deux chercheurs français tentent de substituer à l'histoire des villes, une "généalogie des inscriptions territoriales." Au-delà de l'imprécision du concept de territoire (que les auteurs ne se donnent même pas la peine de situer par rapport au "territoriality" de l'École de Chicago), on retiendra l'idée d'élargir les analyses en termes d'urbain et d'urbanisation pour interroger les processus d'organisation de l'espace et les mécanismes d'occupation et d'appropriation des terres. Ainsi, on peut inclure dans la présente recension l'étude sur le phénomène du squatting en Arthabaska au XIXe siècle: M. Carrier, J. Martel, R. Pelletier, "Les squatters dans le canton d'Arthabaska 1835-1866," Revue d'ethnologie du Québec, No 1 (1975), pp. 80-118.

³¹L. Scheer, "L'impossible interdit," in Prendre la ville. Esquisse d'une histoire de l'urbanisme d'Etat, Actes du colloque de Saint-Etienne en Devoluy (Paris: Anthropos, 1977), pp. 9-11.

³²C'est, entre autres, le projet de l'historien de l'architecture: M. Tafuri, Architecture and Utopia: Design and Capitalist Development (M.I.T. Press, 1976), 184 p.

renaissance! Plus fondamentalement, on pourrait aussi situer l'usage de l'histoire par rapport aux facteurs économiques et socio-culturels qui ont modelé l'intérêt qu'on porte depuis quelques années en Amérique du Nord à la préservation du patrimoine immobilier, y compris les vieux quartiers populaires.³³ D'ailleurs, face à la crise que connaît le marché de l'architecture, on ne s'étonnera pas d'assister à une reconversion stratégique des architectes vers les pratiques de conservation-restauration. Et ce, au nom d'un projet culturel qui fait de la protection du patrimoine architectural un moyen de reconnaissance et de défense de la culture qui l'a inspiré. Un bon exemple de cette problématique culturaliste est le livre de G. Dubreuil et G. Tarrab.³⁴ Il reste à savoir si, effectivement, les enjeux ne sont que d'ordre culturel. Mais ceci est une autre "histoire." Et si plus simplement la valorisation de l'étude du passé n'était qu'un aspect de l'effritement de l'idéologie du progrès, cette idéologie dont précisément l'architecture et l'urbanisme s'étaient faits les champions?

* * *

Arrêtons-nous à présent aux transformations qui marquent le passage de "l'histoire dans la ville" à l'histoire urbaine, puis à l'histoire de l'urbanisation.

L'histoire urbaine est une tradition académique américaine

³³L'analyse de ces facteurs a été amorcée dans une recherche effectuée au Centre de Recherches et d'Innovation Urbaines pour le compte du Ministère des Affaires Culturelles: Rapport d'étude sur le Patrimoine Immobilier, C.R.I.U. (avril, 1977), 281 p. On retiendra plus particulièrement l'analyse morphologique mise au point par le géographe G. Ritchot à l'occasion d'un inventaire du patrimoine montréalais pour représenter les différents types historiques de formes urbaines et leur rapport dans l'espace.

³⁴G. Dubreuil et G. Tarrab, Culture, territoire et aménagement (Montréal: édit. Georges le Pape, 1976). Ce livre inaugure une collection sur l'Urbanisme et l'Aménagement du Territoire et est préfacé par un fonctionnaire du Ministère des Affaires Culturelles. Il s'attache principalement à retracer les différents types d'espaces exploités et aménagés depuis le début de l'histoire du Québec sous l'inspiration de différents modèles culturels.

remontant aux années 40.³⁵ Elle commence à se développer lentement au Canada quinze ans plus tard avec la thèse "métropolitaine" de J.M.S. Careless.³⁶ L'institutionnalisation de cette nouvelle branche de l'histoire semble toutefois avoir précédé la formation d'un consensus sur la spécificité, les fondements et les limites du domaine. Mais, tout compte fait, la confusion n'était peut-être pas plus grande que celle qui régnait au sein des sciences sociales interrogeant l'urbain. Ici comme ailleurs, on traitait le processus d'urbanisation en termes démographiques ou bien en termes socio-culturels.

Au Canada, l'intérêt des historiens pour le passé urbain s'éveille donc avec la reconnaissance du rôle joué par les villes dans l'économie mercantile. Comme le dit très bien G.J.J. Tulchinsky,³⁷ c'est à partir d'une "base urbaine" qu'opéraient les grands marchands canadiens.³⁸ Pourtant, les travaux d'histoire urbaine proprement dite ne seront pas écrits à propos de cette période mais bien à l'occasion de la fin du XIXe siècle et des transformations rapides que connaissent

³⁵ Selon M. H. Frisch, A. M. Schlesinger Sr. serait le fondateur du terme: "histoire urbaine" dans un article intitulé: "la Cité dans l'histoire américaine." M. H. Frisch, "L'histoire urbaine américaine. Réflexion sur les tendances récentes," Annales - Economies - Sociétés - Civilisations, Vol 25, No 4 (1970), pp. 880-896.

³⁶ Sur l'histoire urbaine canadienne on consultera: Gilbert A. Stelter and Alan F.J. Artibise, eds., The Canadian City: Essays in Urban History (Toronto: McClelland and Stewart Ltd., 1977), 454 p.; et plus particulièrement l'article de G. A. Stelter: "A Sense of Time and Place: The Historian's Approach to Canada's Urban Past," ibid., pp. 420-441; J. Weaver, "Living in and Building up the Canadian City: A Review of Studies of the Urban Past," Plan Canada, 15/2 (Sept. 1975), pp. 111-117.

³⁷ G.J.J. Tulchinsky, The River Barons - Montreal Businessman and the Growth of Industry and Transportation 1837-1853 (Toronto: University of Toronto Press, 1977), 310 p.

³⁸ On retrouve également cette idée d'organisation spatiale du pouvoir économique dans la thèse de J. Léveillé (dont nous parlerons plus loin) lorsqu'il oppose des "classes financières agissant à partir de Montréal" et celles "agissant à partir de Toronto." J. Léveillé, "Développement urbain et politiques gouvernementales urbaines dans l'agglomération montréalaise 1945-1975," Thèse de Ph.D. Science Politique, Université de Montréal, 1976.

les grandes villes canadiennes. Ce développement urbain accéléré va susciter un certain nombre d'interrogations sur ce que les anglo-saxons appellent le "city building process" et notamment sur les stratégies des acteurs qui ont orienté l'organisation de l'espace urbain. La thèse de P.-A. Linteau sur Maisonneuve est, à cet égard, exemplaire car elle illustre bien la contribution spécifique de l'histoire urbaine à la compréhension du développement de Montréal lorsque la cueillette et la présentation de données prennent tout le relief que leur confère un cadre d'analyse.³⁹ En effet, ce n'est pas seulement la configuration et l'évolution de cette ville "modèle" que nous donne à voir Linteau, mais toute la dynamique de classe qui aménage cet espace urbain et le sens du projet politique et économique auquel il sert de support. La qualité de la démonstration tient en bonne partie à l'utilisation du concept de capital foncier qui inspirera d'ailleurs d'autres recherches. C'est donc dire que l'analyse historique a réussi à dépasser l'empirisme pointilliste et descriptif de l'historiographie classique, à prendre prise sur toute la "matérialité" de l'urbain et à ainsi relativiser la scène politique dont on avait toujours fait jusqu'alors le coeur de l'histoire montréalaise.

Il serait injuste de ne pas rappeler ici la dette que l'histoire sociale québécoise doit à L. Dechêne pour avoir, dans son beau livre,⁴⁰ contribué à remettre l'histoire sur ses pieds. L'effet de ce renversement de perspectives n'est, ni plus ni moins, qu'une remise en question de toute une conception de la configuration des classes sociales au Québec. Ainsi, le Groupe de Recherche sur la Société Montréalaise au XIXe siècle se plaît à ébranler le mythe d'une élite canadienne-française entièrement repliée sur la sphère idéologique et politique à défaut de contrôler les paramètres de la croissance industrielle.⁴¹ Les articles de Linteau

³⁹P.-A. Linteau, "Histoire de la ville de Maisonneuve 1833-1918," Thèse de doctorat, Histoire, Université de Montréal, 1975.

⁴⁰L. Dechêne, Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle (Montréal: Plan, 1974), 588 p.

⁴¹P.-A. Linteau, "Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise 1850-1914," Revue d'Histoire de l'Amérique française, Vol 30, No 1 (juin 1976), pp. 55-66.

et de Robert attirent notre attention sur les assises économiques de certaines fractions de la bourgeoisie québécoise et sur la nature régionale de l'espace économique ainsi contrôlé.⁴² Et que la propriété foncière constitue une des bases matérielles importantes de ces couches sociales,⁴³ voilà qui consolide la légitimité d'une réappropriation de l'histoire urbaine au nez et à la barbe d'une idéologie qui a toujours cherché à convaincre les québécois que leur histoire n'était qu'une histoire rurale.⁴⁴ Précisons quand même que ce n'est pas seulement à Montréal que la propriété foncière semble garantir un certain pouvoir économique aux petites bourgeoisies canadiennes-françaises, mais également dans certaines communautés rurales dont celle de Notre-Dame d'Hébertville au Lac St-Jean étudiée par N. Séguin.⁴⁵

Il ne faudrait d'ailleurs pas se méprendre sur le sens de l'entreprise du Groupe de Recherche sur la Société Montréalaise au XIXe siècle. La démarche du GRSM relève moins de l'histoire urbaine que de l'histoire sociale renouvelée qui refuse d'isoler l'étude d'une couche sociale particulière de l'ensemble social dans lequel elle s'insère.

⁴²J.-C. Robert, "Un Seigneur entrepreneur: Barthélémy Joliette et la fondation du village d'industrie, 1822-1850," R.H.A.F., Vol 26, No 3 (déc. 1972); P.-A. Linteau, "Le développement du port de Montréal au début du 20e siècle," Société historique du Canada/Canadian Historical Association, Communications historiques/Historical Papers, 1972, pp. 181-205.

⁴³P.-A. Linteau et J.-C. Robert, "Propriété foncière et société à Montréal. Une hypothèse," R.H.A.F., Vol 28, No 1 (juin 1974), pp. 45-65. Cet article a été reproduit dans le livre de G. A. Stelter and A.F.J. Artibise, The Canadian City: Essays in Urban History, pp. 17-36; J.-C. Robert, "Les notables de Montréal au XIXe," Histoire sociale/Social History, Vol 8, No 15 (mai/may 1975), pp. 54-76.

⁴⁴Nous disons bien "consolider" car il est clair que la critique de l'idéologie agriculturiste et des avatars du continuum rural/urbain ne date pas d'hier.

⁴⁵N. Séguin, La conquête du sol au XIXe (Québec: Boréal Express, 1977), 295 p. N. Séguin avait déjà publié une partie de sa recherche: "Hébertville au Lac St-Jean 1850-1900: Un exemple québécois de colonisation au XIXe siècle," Communications historiques/Historical Papers, 1973, pp. 251-268.

C'est donc un portrait global que l'on tente de reconstituer à l'image de l'oeuvre de Perrot.⁴⁶ Ceci exige de longues et complexes opérations pour "déblayer le terrain" au niveau des sources premières, des méthodes de classification et des instruments d'analyse. Les membres du GRSM ont donc commencé par rassembler une bibliographie considérable sur le XIXe siècle montréalais⁴⁷ et par critiquer les sources quantitatives traditionnelles de l'histoire sociale⁴⁸ - recensements et rôles d'évaluation - pour ensuite constituer une banque de données "spatialisées."⁴⁹ Une des préoccupations que partage le GRSM avec quelques autres historiens est l'analyse de la structure occupationnelle dans les villes préindustrielles. Les articles de J.-P. Bernard, P.-A. Linteau, J.-C. Robert sur la structure professionnelle montréalaise en 1825,⁵⁰ la comparaison que fait F. Ouellet des villes de Québec et Montréal de 1819 à 1844⁵¹ et l'étude de J. Hare sur la population de Québec au tournant du XIXe siècle⁵² nous donnent de précieux renseignements sur la division du travail et plus particulièrement sur la répartition ethnique des occupations avant l'essor du processus d'industrialisation. Ces

⁴⁶J.-C. Perrot, Genèse d'une ville moderne: Caen au XVIIIe siècle (Paris: Mouton, 1975).

⁴⁷P.-A. Linteau et J. Thivierge, Montréal au 19e siècle (Montréal: GRSM, 1972), 79 p.

⁴⁸Et ce, surtout dans la thèse de J.-C. Robert, "Montréal, 1821-1871 - Aspects de l'urbanisation," Thèse de 3e cycle, Ecole de Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1977.

⁴⁹Un gros travail a été réalisé également du côté cartographique pour rendre compte des divisions territoriales au 19e siècle.

⁵⁰J.-P. Bernard, P.-A. Linteau, et J.-C. Robert, "La structure professionnelle de Montréal en 1825," RHAF, Vol 30, No 3 (décembre 1976), pp. 383-415.

⁵¹F. Ouellet, "Structure des occupations et ethnicité dans les villes de Québec et de Montréal 1819-1844," in Eléments d'histoire sociale du Bas-Canada (Montréal: Hurtubise, HMH, 1972), pp. 115-202.

⁵²J. Hare, "La population de la ville de Québec 1795-1805," Histoire sociale/Social History, Vol VIII, No 13 (mai-may 1974), pp. 23-47.

perspectives devraient être complétées par une analyse des rapports sociaux proprement dits pour mettre en mouvement une histoire sociale qui, sans cela, s'interdirait de comprendre le changement social.

* * *

Il reste à présenter un dernier ensemble de ruptures par rapport à l'historiographie traditionnelle, celles qui marquent le passage à l'histoire de l'urbanisation et de l'aménagement du territoire au Québec. Tâche titanesque que cette histoire-là; elle suppose en effet l'existence d'une somme considérable d'informations et de données de base, une bonne connaissance du processus d'industrialisation, et un cadre théorique ainsi que des outils méthodologiques raffinés permettant d'appréhender un champ d'investigation aussi complexe; toutes choses qui nous font cruellement défaut. Quelques travaux récents restreignent cependant l'étendue des lacunes que nous venons d'énumérer: citons pêle-mêle la recherche de J. Burgess sur l'industrialisation du secteur de la chaussure à Montréal,⁵³ l'évaluation qu'a fait G. Durand du rôle de l'industrialisation dans l'urbanisation après 1945⁵⁴ et la recherche entreprise par R. L. Alcorn et J. E. Igartua sur la "délimitation" comparée de l'urbanisation au Québec et en Ontario.⁵⁵ Mais surtout, des projets de recherche bien alléchants ont été mis sur pied depuis quelques années, qui devraient tôt ou tard faire avancer considérablement nos connaissances des espaces régionaux. La plupart n'ayant pas encore généré de publication, notre présentation s'en trouvera réduite d'autant.

Commençons par les travaux de base sur l'urbanisation du Québec en général. Nous avons déjà évoqué le livre de Dubreuil et Tarrab⁵⁶ sur

⁵³J. Burgess, "L'industrie de la chaussure à Montréal, 1840-1870: Le passage de l'artisanat à la fabrique," RHAF, Vol 31, No 2 (septembre 1977), pp. 187-210.

⁵⁴G. Durand, "Le tissu urbain québécois 1941-1961: évolution des structures urbaines de l'industrie et des occupations," Recherches sociographiques, Vol XVIII, No 1 (1977), pp. 133-157.

⁵⁵R. S. Alcorn et J. E. Igartua, "Du rang à la ville: le processus d'urbanisation au Québec et en Ontario," RHAF, Vol 29, No 3 (décembre 1975), pp. 417-420.

⁵⁶Et plus particulièrement la fresque brossée par l'anthropologue Dubreuil.

les modèles culturels québécois d'aménagement du territoire depuis le régime français jusqu'à nos jours. En solution de continuité avec cette démarche culturaliste vont se développer un ensemble de recherches qui, à notre avis, débouchent sur ce qu'on pourrait appeler une problématique de l'urbanisation dépendante, c'est-à-dire une analyse structurelle qui privilégie les déterminations économiques externes modelant le développement de l'économie québécoise et l'organisation de l'espace correspondante. Un des premiers historiens à avoir utilisé une problématique de la dépendance pour étudier l'économie québécoise est A. Dubuc. On se souviendra de la polémique qu'il avait lancée dans le journal Le Devoir⁵⁷ contre la thèse des pôles urbains de développement. Cette thèse avait été utilisée par les économistes du Centre de Recherches en Développement Economique pour convaincre le gouvernement de concentrer ses efforts sur Montréal plutôt que sur les régions périphériques. Dubuc avait tenté d'infirmier les thèses des économistes en faisant valoir que les régions excentriques du Québec s'étaient appauvries au profit de Montréal, et que par conséquent la thèse du développement du sous-développement était bien plus pertinente que celle des pôles urbains de développement pour rendre compte de l'histoire économique québécoise. L. Dechêne fera, elle aussi, référence à cette thèse à la fin de son ouvrage,⁵⁸ et dans son article sur la stagnation du développement montréalais au XVIIIe siècle, elle nous donnera des indications précieuses sur la désarticulation du système urbain colonial.⁵⁹ Cette problématique de la dépendance sera reprise lors de recherches à caractère plus régional, dont nous parlerons plus loin.

La thèse de J.-C. Robert sur l'industrialisation de Montréal au milieu du XIXe siècle nous donne également quelques éléments intéressants

⁵⁷A. Dubuc, "Les inégalités économiques," Le Devoir, 2 et 3 mars, 1973. Cet article a été reproduit sous le titre "Recul de Montréal ou sous-développement du Québec?," dans R. Tremblay, édit., L'économie québécoise (Presses de l'Université du Québec, 1976), pp. 439-448.

⁵⁸L. Dechêne, Habitants et marchands de Montréal au XVIIe.

⁵⁹L. Dechêne, "La croissance de Montréal au XVIIIe siècle," RHAF, Vol 27, No 2 (septembre 1973), pp. 163-179.

sur les traits généraux de l'urbanisation québécoise.⁶⁰ Entre autres, le chapitre faisant la synthèse des travaux historiques sur l'urbanisation des colonies britanniques de l'Amérique du Nord discute deux phénomènes importants: le mouvement de désurbanisation du début du XIXe siècle et la différenciation croissante entre les réseaux urbains du Haut Canada et du Bas Canada. Alors que le XIXe siècle voit se développer dans le Haut Canada un réseau urbain de plus en plus articulé autour de villes moyennes dynamiques, le Bas Canada, lui, ne connaît guère qu'une croissance urbaine sans urbanisation, qui accentue les caractères macrocéphale et tronqué de l'armature urbaine. C'est surtout dans la thèse de J.-P. Martin qu'on trouvera une analyse très fine de la configuration de l'ensemble du système urbain québécois et de l'évolution des relations ville-campagne qui met d'ailleurs jusqu'à un certain point en échec la théorie des places centrales puisqu'on nous montre bien que les villes coloniales n'émergent pas de leur territoire mais bien du commerce avec la métropole.⁶¹ L'auteur reconstitue le processus de formation d'un système d'interactions spatiales à partir de quatre coupes temporelles qui couvrent une période centrale dans l'histoire de l'urbanisation québécoise: celle de la mise en mouvement progressive des hommes, des capitaux et des marchandises à travers tout le territoire, et de l'ouverture des campagnes puis de leur intégration au marché économique, entre 1840 et 1910. La thèse de ce géographe de Strasbourg est le seul travail qui appréhende l'ensemble de l'espace québécois, depuis les études célèbres de R. Blanchard, voire celles de L. Trotier. La grande qualité des géographes est de ne jamais perdre l'espace de vue,⁶² et il semble

⁶⁰J.-C. Robert, "Montréal 1821-1871 - Aspects de l'urbanisation," chapitre III.

⁶¹J.-P. Martin, "Villes et régions du Québec au XIXe: Approche géographique," Thèse 3e cycle, UER Géographie, Université Louis Pasteur, Strasbourg, 1975.

⁶²Dans cette perspective mais à propos d'un tout autre objet on lira la petite étude de L. Ottman-Clish, "Le quartier de côte-des-Neiges, Son histoire par les Cartes," Habitat, Vol 20, No 1 (1971).

bien que ce soit là un atout précieux si l'on ne veut pas réduire l'urbanisation au développement économique. Inversement, pour atteindre une certaine densité explicative, il n'est guère commode de repérer tous les mécanismes par lesquels transitent les déterminations économiques sur les variables spatiales. La recherche de R. Rudin sur les raisons de l'absence relative de développement urbain avant 1914 nous montre toute l'importance de la localisation des succursales bancaires dans l'orientation du développement économique et donc de la croissance urbaine.⁶³ Cette étude importante apporte également sa contribution au dossier sur la dimension ethnique de l'urbanisation québécoise et rejoint dans ce sens certaines préoccupations déjà mentionnées en histoire sociale, entre autres dans la thèse de J.-C. Robert. Il s'agit là certainement d'une question épineuse mais combien centrale dans l'histoire québécoise.

Au plan régional, on retrouvera la problématique de la dépendance à l'occasion de deux projets de recherche importants sur le Saguenay. L'équipe de P. Houde, N. Séguin, D. Larouche et P.-M. Foggin travaille sur la propriété foncière au Saguenay et couvre la période allant de 1840 jusqu'à nos jours.⁶⁴ L'objectif de cette recherche est d'analyser les conditions et les conséquences de la répartition de l'espace entre les hommes sur la structure du développement régional. On y privilégie la reconstitution des processus et mécanismes de l'appropriation foncière et l'étude des efforts déployés par les premiers agents du capital foncier pour aménager l'espace régional selon les exigences du capital industriel et commercial. Dans son livre sur Notre-Dame d'Hébertville, N. Séguin nous donnait déjà un exemple bien convaincant de la fécondité de l'application de la théorie du développement du sous-développement pour expliquer les blocages de l'économie saguenayenne.⁶⁵

⁶³Cette recherche a été présentée au Colloque de Guelph. Elle fait partie de sa thèse de doctorat: R. Rudin, "The Development of Four Quebec Towns 1840-1914: A Study of Urban and Economic Growth in Quebec," Thèse Ph.D. Thesis, History, York University, 1977.

⁶⁴P. Houde, N. Séguin, D. Larouche, et P.-M. Foggin, "La propriété foncière au Saguenay 1840-1975: Orientations de la recherche," Protée Vol IV, No 1 (printemps 1975).

⁶⁵N. Séguin, La conquête du sol au XIXe siècle.

Il nous y montrait en effet comment le "système agro-forestier" engendré par la logique du capitalisme avait marginalisé l'oekoumène régional et comment le rôle joué par la petite bourgeoisie rurale et le clergé dans la colonisation s'insérait dans la domination exercée par les intérêts forestiers. La problématique proposée par G. Bouchard et son équipe⁶⁶ est peut-être complémentaire de la précédente, même si elle en conteste certains éléments comme, par exemple, la responsabilité de l'activité forestière dans le sous-développement du Saguenay. (Qui se plaindrait d'ailleurs d'un tel débat). En effet, il ne s'agit plus d'éclairer les paramètres de l'économie rurale à partir du système général de domination qui l'étreint, mais plutôt de faire ressortir "la dynamique proprement régionale" dans ses dimensions sociales et culturelles. Plus précisément, ce qui retient l'attention des chercheurs, c'est à la fois les résistances et la soumission des classes locales à la pénétration du grand capital, et par là les décalages entre le système économique dominant et l'organisation socio-culturelle régionale qui déchirent la société saguenayenne. Il s'agit donc d'une approche qui, s'inspirant des travaux d'A. Touraine sur les sociétés latino-américaines, accorde beaucoup d'importance à la dynamique des rapports sociaux proprement dits. Pour l'instant, le projet d'histoire sociale de la population du Saguenay 1842-1931 privilégie l'analyse démographique pour résoudre les problèmes de cueillette de données que pose l'étude du peuplement. Nul doute d'ailleurs que ces deux recherches ne génèrent nombre d'innovations méthodologiques de première importance pour les historiens. On notera également l'interaction féconde entre les sciences sociales et l'histoire, et le soin apporté dans les deux projets à la confection d'une problématique théorique bien articulée. Nous nous permettons de penser qu'il s'agit là de ruptures décisives par rapport à l'historiographie traditionnelle et, qu'en outre, elles font bien l'affaire d'un bon nombre de chercheurs en sciences sociales. En effet, il semble que dans le champ de la recherche urbaine, on soit de plus en plus sensible à l'utilité des recherches historiques, et ce, plus particulièrement dans le domaine des

⁶⁶G. Bouchard, "Introduction à l'étude de la société Saguenayenne aux XIXe et XXe siècles," RHAF, Vol 31, No 1 (juin 1977), pp. 3-27.

études sur les politiques urbaines. Les interrogations omniprésentes sur l'Etat entraînent la multiplication de recherches diachroniques⁶⁷ axées sur les stratégies successives élaborées par certains agents économiques et politiques cherchant à adapter l'organisation de l'espace aux exigences particulières des stades de développement du capitalisme. Au Québec, le prototype de ce genre de perspective est sûrement la thèse du politicologue J. Léveillé sur les politiques gouvernementales concernant la place de l'agglomération montréalaise dans l'espace économique canadien depuis la deuxième guerre mondiale.⁶⁸ Ce qui est intéressant dans la démarche de Léveillé, c'est que, parti de préoccupations bien contemporaines sur le rôle de l'Etat dans le développement urbain, il a été amené à effectuer un "détour historique" pour retrouver les enjeux structurels dont Montréal a fait l'objet depuis les débuts de la colonie et l'articulation des intérêts des classes sociales qui vont progressivement solliciter différents parliers gouvernementaux pour mener à bien leurs projets économiques. Voilà donc une contribution importante à la connaissance du rôle de l'Etat dans le processus d'urbanisation. Et pourtant, peut-on encore parler d'histoire urbaine? Chaque recherche présentée dans les paragraphes précédents n'a-t-elle pas activé l'éclatement des frontières de cette histoire urbaine?

Et si, tout simplement, l'histoire urbaine n'était qu'un carrefour où se croisent les trajectoires de la connaissance des villes, des explorations de l'historien, des pratiques d'aménagement du territoire et de notre mémoire urbaine?

⁶⁷Par exemple, dans le domaine des politiques sociales on lira: M. Pelletier et Y. Vaillancourt, Les politiques sociales et les travailleurs (Montréal 1975), 4 cahiers parus.

⁶⁸J. Léveillé, Développement urbain et politiques gouvernementales urbaines dans l'agglomération montréalaise. On lira aussi la série d'articles, tirés de la thèse, publiés dans la revue Colloque Urbain et plus particulièrement: J. Léveillé, "Contextes socio-économiques, configuration des classes sociales et enjeux structurels de l'agglomération montréalaise 1945-1976," Colloque Urbain (printemps 1977). Nous ne parlerons pas de l'article de Marc Lafrance dont le titre nous semble un peu abusif: Marc Lafrance, "Evolution physique et politiques urbaines: Québec sous le régime français," Revue d'Histoire Urbaine/Urban History Review, No. 3-75 (février 1976), pp. 3-22.